

A photograph of two women working together at a sewing machine. An older woman with grey hair, wearing a black and white patterned dress with gold geometric accents, is leaning over a younger woman. The younger woman, wearing a blue tank top, is operating a vintage black sewing machine on a wooden table. They are both focused on a piece of blue and white patterned fabric. In the background, a large, vibrant, multi-colored patterned cloth hangs. The scene is set outdoors against a light-colored wall.

RAPPORT ANNUEL 2025



Suivez-nous !



SolsocASBL



@solsocong



Solsoc



solsoc-asbl

Solsoc ASBL

Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles

Tél : +32 (0)2 505 40 70

E-mail : info@solsoc.be

CCP BE07 8777 9913 0166

N° BCE : 0432.624.255

Non assujetti à la TVA

RPM Tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles

Directrice : Stéphanie LECHARLIER

Présidente : Estelle CEULEMANS

Vice-présidentes : Martini HAGIEFSTRATIOU

Secrétaire/trésorière : Gabrielle JOTTRAND

Administrateur-riche-s :

CEULEMANS Estelle, CREVECOEUR Perrine, D'ALTILIA Laure,
DENIS Chloé, HAGIEFSTRATIOU Martini, HUT Caroline,
JAMMAR Paul, JOTTRAND Gabrielle, KITENGE Jean, LAMAS
Rafael, LEPOIVRE Florence, LEVÉQUE Arnaud, MARLIER
Francis, POT Julien, REHAN Patrick, RYADI Ahmed, THOMAS
Frédéric, VIERENDEEL Florence, VIELLE Pascale.

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.beGraphisme : www.ramdam.be

Adresse de l'expéditeur : Coenraets 68, 1060 Bruxelles

Éditrice responsable : Stéphanie LECHARLIER



Solsoc est membre de l'association Récolte de fonds Ethique (RE-EF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution. Vous avez un droit à l'information.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



Solsoc est une organisation non gouvernementale agréée par la Coopération belge au développement (DGD). Elle est l'une des organisations de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, Solsoc soutient des mouvements sociaux et des organisations de la société civile en Afrique, Amérique latine et au Proche-Orient afin de contribuer à un changement social progressiste, laïque et démocratique.

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations de ses partenaires internationaux à travers des actions politiques et d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire. Solsoc participe également à des plateformes, coupoles et réseaux d'acteurs qui partagent ses valeurs de solidarité et de justice sociale.





© Solsoc 2026 (Bolivie)

01 INTRODUCTION	4
Édito	5
Solsoc en bref en 2025	6
Pourquoi promouvoir le travail décent ?	7
Carte des partenaires	8
02 ACTIONS DE SOLSOC ET DES PARTENAIRES EN 2025	10
Favoriser la création d'emplois décents à travers l'économie sociale et solidaire	11
Défendre les travailleur·euse·s via l'action syndicale	15
Étendre l'accès à la protection sociale grâce aux mutuelles de santé	19
Faire progresser la démocratie et les droits humains par la participation citoyenne	23
Promouvoir l'émancipation des femmes et des jeunes	29
Mobiliser les citoyen·ne·s et les politicien·ne·s belges	31
03 FINANCES ET ADMINISTRATION	36

INTRODUCTION



ÉDITO

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche aura été le fait politique majeur de l'année. À peine réinstallé, il s'est employé à bouleverser en profondeur la politique étrangère des États-Unis et à fragiliser les équilibres internationaux. La dissolution de l'USAID a constitué à elle seule un choc majeur dont on ne mesure pas encore pleinement les conséquences. Selon des chercheur·euse·s de la Boston University, ce choix pourrait déjà avoir engendré plusieurs centaines de milliers de décès à travers le monde.

Cette brutalité, tant dans la forme que dans le fond, a rythmé l'actualité politique internationale : hausse des droits de douane, attaques contre l'Union européenne, remise en cause du rôle des Nations unies, fragilisation de l'alliance transatlantique. Les velléités expansionnistes sur le Canada, le Groenland et le Panama, ainsi que les menaces envers le Venezuela, la Colombie et le Mexique, n'ont fait que confirmer ce que l'on voyait déjà : le retour d'un impérialisme américain totalement débridé.

Mais réduire 2025 à une seule figure serait une erreur d'analyse. Ces évolutions s'inscrivent dans une recomposition plus large du système international, marquée par le retour des rapports de force entre puissances et l'affaiblissement persistant du multilatéralisme. L'ordre mondial tel qu'il s'était stabilisé depuis la fin de la Guerre

froide se défait, et avec lui, l'idée que le droit peut s'imposer à la puissance.

Sur le terrain, les conflits se multiplient et s'enlisent. En Ukraine, la guerre s'inscrit dans une logique d'usure. Au Moyen-Orient, le conflit à Gaza se poursuit et s'étend à d'autres fronts, du Liban au Yémen. Au Soudan, la crise humanitaire atteint des niveaux alarmants. En République démocratique du Congo, les violences persistent dans l'est du pays, nourries par des intérêts régionaux et économiques profondément enracinés, notamment autour du contrôle des ressources minières.

Ce recul ne se limite pas aux terrains militaires : il traverse aussi les institutions européennes. Au nom de la compétitivité, la Commission impulse un abaissement progressif du cadre économique, environnemental et social construit sur plusieurs décennies. Un basculement soutenu jusqu'au niveau du Parlement, où l'alliance des conservateurs avec les extrêmes droites a remis frontalement en cause le Green Deal et vidé de sa substance la directive sur le devoir de vigilance. Le durcissement de la politique migratoire s'inscrit dans la même tendance. Nos partenaires s'inquiètent de l'évolution de la politique européenne, l'UE n'inspire plus et s'enfonce dans ses contradictions.

Face à cela, la résistance s'exprime et prend de nouvelles formes. Du Népal au Maroc, du Sri

Lanka au Pérou en passant par le Bangladesh et Madagascar, une partie de la jeunesse est descendue dans la rue en 2025. Organisés via les réseaux sociaux, ces mouvements Gen-Z dénoncent la corruption des élites, les inégalités sociales et la dégradation des services publics. Les mêmes combats que les générations précédentes, portés différemment : plus horizontaux et affranchis des structures militantes traditionnelles. Dans le même temps, les mobilisations en solidarité avec la Palestine ont démontré notre capacité à nous unir par-delà les frontières et les appartenances pour maintenir une pression globale et durable sur nos dirigeant·e·s.

2025 révèle ainsi l'installation d'un monde plus instable, plus conflictuel et plus inégal, où le droit international s'efface progressivement au profit de la loi du plus fort. Face à cela, le rôle d'une organisation comme SolSOC peut sembler modeste. Mais c'est précisément dans les moments de recul, quand les rapports de force se dégradent, quand les acquis s'effritent, que notre travail prend tout son sens. En éveillant la solidarité, en nous mobilisant, en documentant, en alertant et en connectant les luttes entre elles, nous tenons, avec nos alliés et nos partenaires, un cap clair : celui de la dignité humaine, de la protection des droits humains et la défense du travail décent.

SOLSOC EN BREF EN 2025

1 programme commun
quinquennal (2022-2026)
avec FOS & IFSI co-financé
par la DGD sur la thématique
du travail décent

28 organisations internationales
partenaires directes, dans
8 pays d'Afrique, d'Amérique
latine et du Proche Orient

744

organisations de la société civile,
dont **91** réseaux renforcés

Ces organisations et réseaux
contribuent à l'amélioration des
conditions de vie de plus de

534.087
personnes

4.448.745€

d'appui aux programmes & projets
des partenaires internationaux
et

414.157€

consacrés aux stratégies de plaidoyer
et de mobilisation en Belgique

27 plateformes
de mobilisation
et de plaidoyer
en Belgique

18

travailleur·euse·s
(16,95 ETP)

Collaborations structurelles
avec FOS & IFSI et

9

organisations de l'action
commune socialiste :
Solidaris-UNMS, FGTB,
Soralia, MJS, Pac, Cepag,
PS, Multipharma et P&V

POURQUOI PROMOUVOIR LE TRAVAIL DÉCENT ?

Le travail nous occupe toute une partie de notre vie et devrait nous permettre de vivre une vie digne, de satisfaire nos besoins essentiels, de nous soigner et de prendre soin de celles et ceux qui ne sont pas ou plus en mesure de le faire.

Pourtant, encore aujourd'hui dans le monde¹ :

- 300 millions de travailleur-euse-s vivent dans l'extrême pauvreté (< 1,90 dollar/jour) ;
- 2 milliards de personnes gagnent leur vie dans l'économie informelle, ne leur offrant aucune garantie ni reconnaissance ;
- 4 milliards de personnes n'ont accès à aucun système de protection sociale ;
- 160 millions d'enfants sont astreints au travail ;
- Les femmes sont payées environ 22% de moins que les hommes ;
- 743 millions de personnes ont subi durant leur vie active au moins une forme de violence et de harcèlement au travail ;
- 2,78 millions de personnes meurent chaque année d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

L'accès au travail décent est un droit fondamental qui fait partie de la Charte Internationale des Droits de l'Homme, et du Programme des Nations Unies de développement durable pour 2030. Or, les chiffres ci-dessus le montrent, trop peu d'efforts sont faits pour respecter ce droit. De nombreux pays continuent à se faire concurrence pour attirer les investissements au détriment des conditions de travail et des salaires des travailleur-euse-s. Une grande partie de la population est active dans l'économie informelle, et la part du travail « précaire » dans l'économie formelle augmente. Les droits des travailleur-euse-s en matière de libertés syndicales et de dialogue social sont mis sous pression.

Pour avancer vers la réalisation de ce droit, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a adopté en 2008 l'Agenda pour le Travail Décent.

Celui-ci inclut **4 piliers indissociables** :

1. promouvoir l'**emploi** et des moyens de subsistance durables en créant un environnement institutionnel et économique durable ;
2. respecter, promouvoir et mettre en œuvre les principes et les **droits fondamentaux** au Travail, notamment, la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ; l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire ; l'abolition

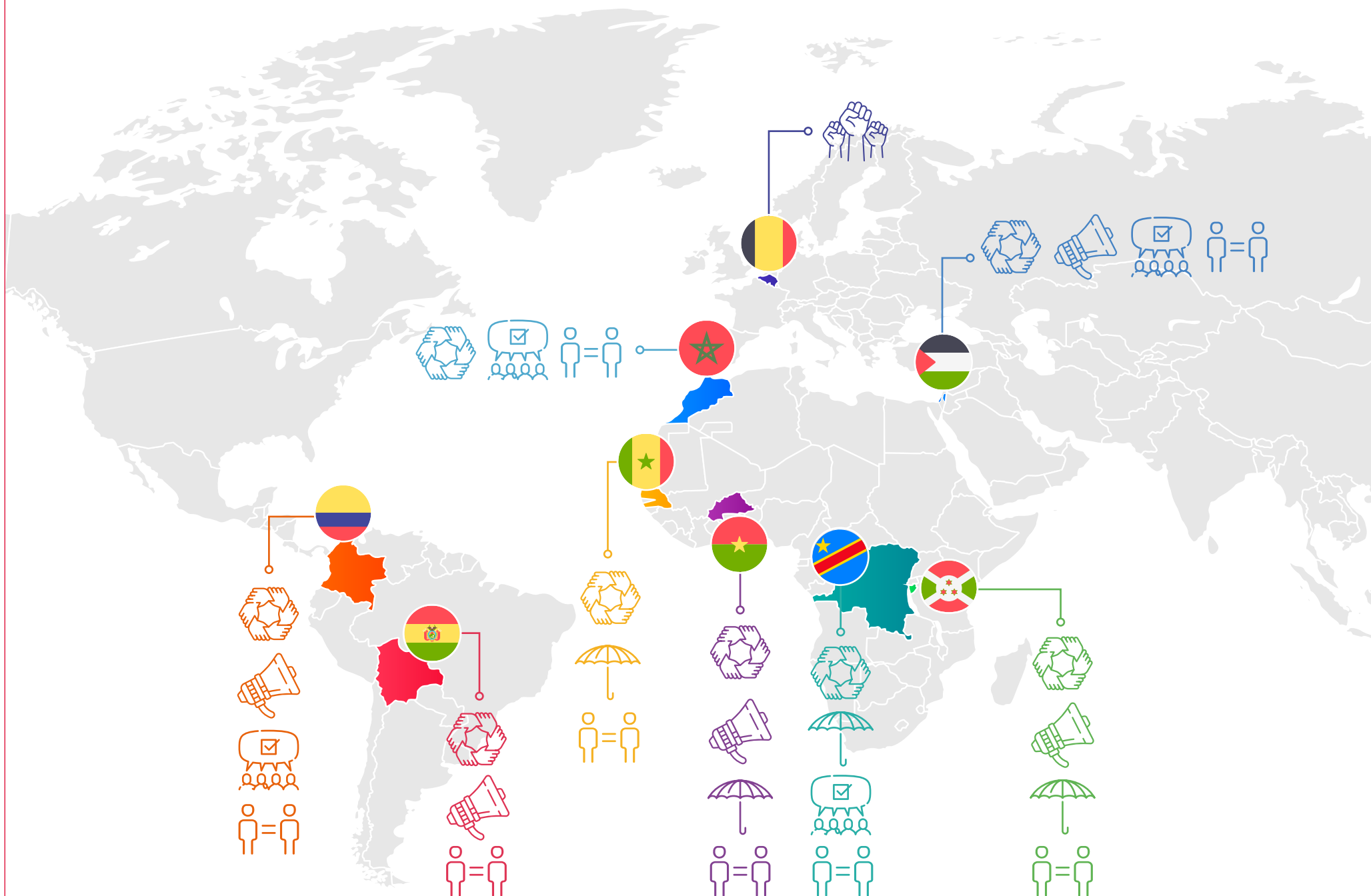
effective du travail des enfants ; l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession ; et un milieu de travail sûr et salubre ;

3. prendre et renforcer des mesures de **protection sociale** — sécurité sociale et protection du travail — durables et adaptées aux circonstances nationales ;
4. promouvoir le **dialogue social** et le tripartisme en tant qu'expression de la liberté d'association et de négociation collective inscrites dans les droits humains universels, et comme outils de gouvernance à caractère normatif.

Ces piliers l'Agenda pour le Travail Décent contribuent à la lutte contre la pauvreté et à plus d'équité, à des sociétés plus résilientes en assurant à chaque personne un revenu suffisant et l'accès à des services de base de qualité et renforcent la gouvernance démocratique, la paix et la stabilité sociale. C'est pour ces raisons que le programme commun 2022-2026 de FOS, IFSI et Solsoc se base à nouveau sur ces mêmes piliers pour en faire ses axes de travail prioritaires.

¹ Sources : Rapports OIT « Ne laisser personne de côté : mettre en place une protection inclusive des travailleurs dans un monde du travail en mutation », 2023. <https://vu.fr/aZqX>
« Travailler pour bâtir un avenir meilleur », 2019. <https://vu.fr/IEcl> | « Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022 », 2022. <https://vu.fr/qInOi>

CARTE DES PARTENAIRES



Comment travaillent Solsoc et ses partenaires ?

Solsoc est basée à Bruxelles et n'a pas de bureau de représentation dans les pays d'intervention du programme. Dans l'optique de renforcer les mouvements sociaux, elle travaille avec des organisations locales qui sont ses partenaires directs ou « partenaires associés ». Ces organisations accompagnent à leur tour avec des méthodes basées sur l'éducation populaire une diversité de « partenaires limitrophes » : des mutuelles de santé, des syndicats, des coopératives, réseaux d'économie sociale et solidaires, communautés rurales, associations de quartiers.



Belgique



ÉCONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE



Bolivie



SYNDICATS



Burkina Faso



PROTECTION SOCIALE



Burundi



DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE & DROITS HUMAINS



Colombie



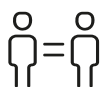
Maroc



MOBILISATION CITOYENNE & POLITIQUE



Palestine



ÉMANCIPATION DES FEMMES & DES JEUNES



République
démocratique du Congo



Sénégal

© Solsoc 2025 (Bolivie)



ACTIONS

DE SOLSOC ET DES
PARTENAIRES EN 2025



FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS DÉCENTS À TRAVERS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
PASOS



Burkina Faso

ASMADE



Burundi

ADISCO
CNAC-B



Colombie

ATI
IPC



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine

MA'AN
PAC



**République
démocratique
du Congo**

DIOBASS
CENADEP



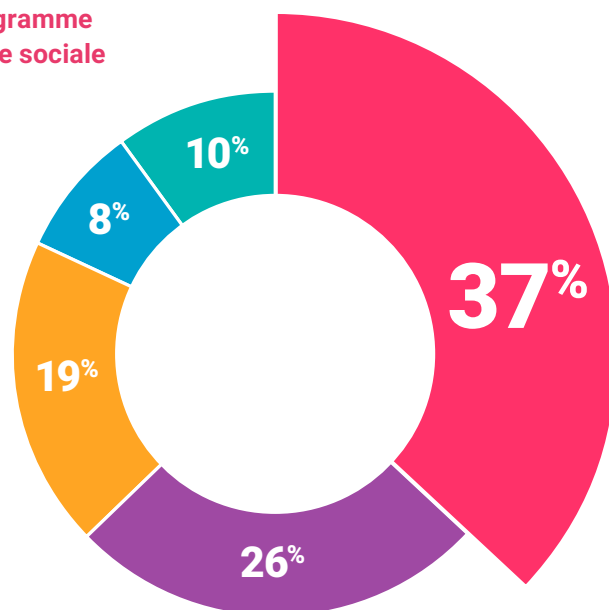
Sénégal

GREEN
SENEGAL

Organisations locales appuyées :

329 initiatives d'économie sociale et solidaire (coopératives, groupements, organisations communautaires) et réseaux qui bénéficient à 45.565 personnes dont 57,4% de femmes.

■ Part du budget du programme consacrée à l'économie sociale & solidaire



Partenaires en Belgique :

Wallonie-Bruxelles International, Brussels international, FGTB Centrale Générale, Solidaris et P&V.

L'économie sociale et solidaire rassemble des organisations et des entreprises, formelles ou informelles, qui poursuivent des objectifs sociaux et environnementaux selon des principes de solidarité, de démocratie et d'équité. Sa reconnaissance progresse : après une première résolution en 2023, l'ONU a adopté en 2024 un texte qui réaffirme son rôle dans le développement durable. L'OIT, l'OCDE et l'UE vont dans le même sens, et l'économie sociale et solidaire s'affirme comme une alternative au modèle économique dominant.

En 2025, Solsoc et ses partenaires ont appuyé 329 initiatives et réseaux dans huit pays : formations, matériel, moyens financiers, accompagnement sur la production et la mise en réseau. Ces appuis ont bénéficié à 45.565 personnes, dont 57% de femmes. Dans la plupart des pays, les coopératives agricoles adoptent des pratiques agroécologiques et s'appuient sur les savoirs ancestraux pour défendre la souveraineté alimentaire. Ces initiatives sont aussi un levier d'émancipation pour les femmes : elles augmentent leurs revenus et font reculer les stéréotypes de genre.

Mais les obstacles restent réels. L'accès au financement en est le principal : sans statut juridique adapté, face à la lourdeur administrative et à la prudence des banques, beaucoup d'initiatives ne parviennent pas à passer à l'échelle, et les revenus tiennent souvent du complément plutôt que du seul revenu. Un objectif du programme est donc de faire évoluer les cadres légaux, pays par pays, pour qu'ils reconnaissent la réalité des coopératives de l'économie sociale et solidaire.

RDC : LA COOPÉRATIVE MWANGAZA AIDE LES FEMMES À SORTIR DES MINES

En RDC, le pays reste très dépendant du secteur minier, et une grande partie de la population vit dans la précarité. Les crises sécuritaires et économiques creusent les inégalités et ferment l'accès à un emploi stable, surtout pour les jeunes et les femmes. Avec ses partenaires CENADEP, CONAPAC et DIOBASS, Solsoc soutient des alternatives durables : quatorze coopératives agricoles et des initiatives d'économie sociale et solidaire pour renforcer l'autonomie des communautés et mieux transformer et vendre les productions locales.

À Kolwezi, dans la région minière du Lualaba, le CENADEP accompagne la coopérative de femmes Mwangaza, qui réunit plus de 66 anciennes travailleuses des mines artisanales. Ensemble, elles développent l'agriculture, la couture et l'alphabétisation comme alternatives au travail minier. L'appui du CENADEP a renforcé les compétences des dirigeantes et consolidé une gestion transparente et démocratique.

Les résultats sont parlants : la production de maïs est passée de 2 tonnes en 2024 à près de 45 tonnes vendues sur le marché de Kolwezi en 2025, sans compter les légumes et les fruits. Cette croissance a permis d'investir dans du matériel agricole, une activité textile et un élevage de volailles. Mwangaza crée aujourd'hui des emplois pour les femmes et les jeunes du village et fait figure d'exemple local. Un obstacle demeure : l'absence d'un cadre légal et fiscal adapté à l'économie sociale et solidaire en RDC, qui freine encore sa reconnaissance.





Au début, les mains abîmées des femmes qui travaillaient dans les mines de Mwangaza racontaient une vie dure, jusqu'au jour où elles ont osé quitter les mines pour chercher une autre voie. Ainsi est née la coopérative Mwangaza, portée par une cinquantaine de femmes qui ont choisi les champs, où la terre allait enfin les relever. Les débuts furent hésitants, mais chaque semence portait déjà une promesse de dignité retrouvée.

Avec l'appui de Solsoc, la coopérative a rapidement grandi. Au village « Mwalimu », leur engagement a transformé le quotidien : un moulin a été installé et a redonné vie au village. Une cinquantaine de jeunes y ont trouvé un emploi, apprenant à labourer, semer, récolter et transformer, remplaçant le désœuvrement par des compétences et des revenus.

Aujourd'hui, Mwangaza est bien plus qu'une coopérative : c'est une famille, un refuge et une école de vie. Et au-delà des résultats, elles ont semé un esprit nouveau : celui de croire en un avenir co-construit de leurs propres mains.

SYNERGIES INTERNATIONALES : SOLSOC AU FORUM MONDIAL DE L'ESS À BORDEAUX

Le Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (GSEF) s'est tenu à Bordeaux du 29 au 31 octobre 2025, sur le thème de l'économie sociale et solidaire (ESS) comme condition d'une transition juste. Solsoc y est venu avec une délégation de plus de vingt partenaires internationaux, un moment fort pour la visibilité du travail décent et de l'ESS. Deux journées préparatoires ont permis de capitaliser sur les ateliers régionaux menés au Maroc, en Bolivie, au Burundi et en RDC, et de préparer les messages de plaidoyer du réseau.

Lors du forum, Solsoc a organisé une table ronde sur les alternatives au modèle dominant, qui a réuni une centaine de participant-e-s, et ses partenaires sont intervenus dans neuf ateliers. Un stand accueillait l'exposition JUST sur la transition juste. Le travail s'est prolongé en Belgique début novembre avec les partenaires de Bolivie et de Colombie : visite de la coopérative Paysans-Artisans à Namur, lunch au Parlement et échange au CNCD-11.11.11 sur l'articulation entre travail décent, ESS et agroécologie.



Partenaires associés actifs dans le volet ESS

Quelques avancées en 2025

	Bolivie	AYNI FUNDAA SUR PASOS	271 producteur-riche-s de 13 initiatives accompagnées par AYNI ont augmenté leurs revenus familiaux de 39 % en moyenne. 34 initiatives appuyées par AYNI, FUNDAA.SUR et PASOS ont renforcé leur place dans les espaces de dialogue public-privé et de plaidoyer.
	Burkina Faso	ASMADE	210 emplois respectant les critères du travail décent ont été créés, contre 163 en 2024. ASMADE a accompagné trois unités de transformation alimentaire vers la certification, aujourd'hui en attente d'audit.
	Burundi	ADISCO CNAC-B FEBUTRA	Amélioration du stockage de deux coopératives pour réduire les pertes après récolte. Six des huit coopératives accompagnées ont dégagé des résultats positifs. Le prix du café vendu par les caféiculteurs est passé de 1.300 à 2.800 FBU/kg (CNAC-B).
	Colombie	ATI IPC	Les trois réseaux accompagnés par l'IPC ont élargi leur présence dans l'Urabá et le Bajo Cauca et se coordonnent mieux pour défendre leurs territoires. Les partenaires d'ATI ont permis à au moins 250 organisations d'inscrire l'agriculture familiale à l'agenda législatif national.
	Maroc	AJR IFAAP AFAQ	24 initiatives ont été accompagnées par AJR et AFAQ, dont 18 structurées en coopératives. Les jeunes auto-entrepreneuse-s ont mené des actions citoyennes (harcèlement, violences faites aux femmes, environnement). Sept initiatives ont obtenu des financements publics marocains, gagnant en autonomie.
	Palestine	MA'AN PAC	13 initiatives ont été accompagnées par MA'AN et PAC dans des secteurs variés (agriculture, élevage, alimentaire, artisanat, recyclage, textile). 87,5 % d'entre elles ont augmenté leurs revenus.
	République démocratique du Congo	DIOBASS CENADEP CONAPAC CRAFOP PRODDDES	À Kolwezi, la coopérative Mwangaza a fait passer sa production de maïs de 2 à 45 tonnes entre 2024 et 2025, créant des emplois pour les femmes et les jeunes. À l'Équateur, 42 coopérateur-riche-s ont perçu pour la première fois une rémunération de leur part sociale. Au Sud-Kivu, malgré les pillages liés aux combats, les coopératives appuyées par DIOBASS ont organisé l'entraide et relancé les cultures à cycle court.
	Sénégal	GREEN SÉNÉGAL	Le réseau de l'ESS soutenu par GREEN a gagné en visibilité lors de foires et obtenu 20 autorisations du ministère du Commerce pour la mise en vente de ses produits, ouvrant la voie à une commercialisation plus large.

DÉFENDRE LES TRAVAILLEUR·EUSE·S VIA L'ACTION SYNDICALE



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
REMTE



Burkina Faso

POSAA
UCRB & ATY



Burundi

FEBUTRA



Colombie

ATI



Palestine

PGFTU

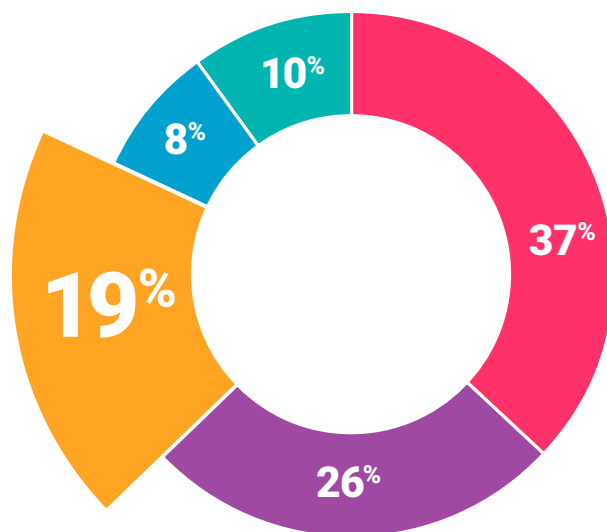
Organisations locales appuyées :

78 syndicats, comités de travailleur·euse·s et fédérations, qui bénéficie à 9.615 personnes dont 31,9 % de femmes.

Partenaires en Belgique :

FGTB HORVAL et FGTB Centrale Générale.

■ Part du budget du programme consacrée aux stratégies syndicales



En 2025, le programme de Solsoc et ses partenaires a renforcé les droits des travailleur·euse·s dans cinq pays : Bolivie, Burkina Faso, Burundi, Colombie et Palestine. Des centaines de travailleur·euse·s et de délégué·e·s ont été formé·e·s aux droits du travail, à la santé et la sécurité, et à la négociation collective. Le plaidoyer a produit des effets concrets : hausse du salaire minimum en Bolivie, révision salariale dans la filière thé au Burundi. En 2025, 9.615 personnes ont bénéficié directement de ces actions, dont 3.072 femmes.

Le contexte reste pourtant difficile. L'économie informelle absorbe la majorité de la main-d'œuvre, sans contrat ni protection sociale, et les femmes y sont plus exposées aux abus. L'instabilité politique et les pressions sur les syndicats entravent l'action collective ; dans certains pays, défendre les droits du travail peut coûter la vie. Le changement climatique fragilise en outre les secteurs agricoles où travaillent la plupart des personnes accompagnées.

Solsoc continue de promouvoir le travail décent tel que défini par l'OIT : liberté syndicale, négociation collective, élimination du travail forcé et du travail des enfants. La Convention 190 contre la violence et le harcèlement au travail occupe une place centrale dans le programme. En Belgique, Solsoc milite pour un devoir de vigilance des entreprises sur leurs chaînes de valeur. En 2025, ces actions ont été menées au Burkina Faso, Burundi, Bolivie, Colombie et Palestine, avec le soutien de la FGTB HORVAL, la FGTB Centrale Générale.

BOLIVIE : LES SYNDICATS EN PREMIÈRE LIGNE POUR LES DROITS DES FEMMES

En Bolivie, Solsoc travaille avec trois partenaires. AYNÍ accompagne la Confédération générale des travailleuses et travailleurs (CGTFB). FUNDAA.SUR appuie la fédération du secteur Horeca (FSTGB). REMTE, enfin, réunit des femmes engagées pour l'émancipation économique et politique des travailleuses.

La formation est au cœur de leur action. En quatre ans, l'École de formation politico-syndicale de la CGTFB a formé 928 personnes, un chiffre qui compte pour un mouvement syndical aux moyens limités. Dans l'Horeca, la FSTGB a formé et certifié 448 travailleur-euse-s. En 2025, REMTE, qui rassemble des organisations féministes qui œuvrent à renforcer la participation des femmes et des organisations sociales et syndicales, a formé 275 travailleuses au leadership syndical et à la défense de leurs droits. Le réseau porte aussi la lutte contre la violence et le harcèlement au travail, jusqu'au sein de l'OIT.

Ces efforts ont pesé : le salaire minimum national est passé de 225 à 275 euros, et les organisations partenaires sont désormais mieux outillées pour répondre aux violations des droits du travail, faisant de la lutte contre la violence et le harcèlement en milieu professionnel un axe à part entière. Le plaidoyer se poursuit pour faire évoluer le cadre légal en Bolivie.





Ma vie syndicale a commencé en 2016, après un licenciement abusif d'un laboratoire pharmaceutique de La Paz. Mes camarades se sont mobilisés et m'ont soutenue tout au long de la procédure ; après un mois de lutte, j'ai été réintégrée. C'est cette expérience qui a fait de moi une syndicaliste.

En 2021, j'ai été élue Secrétaire à la promotion syndicale de la femme : ce jour-là, j'étais la seule femme parmi trente hommes au Comité exécutif national. Depuis, j'anime avec REMTE des ateliers pour les travailleuses partout dans le pays. Ce travail collectif a permis des avancées concrètes, comme la révision de la loi sur les congés prénatal et postnatal et l'entrée de femmes dans les directions syndicales.

Nous savons que de rudes luttes attendent le mouvement syndical bolivien. Le défi des femmes syndicalistes sera de renforcer l'unité et l'organisation des travailleuses et des travailleurs..

Evelin Santander Arauco, Secrétaire à la promotion syndicale de la femme, CGTFB (Bolivie)

SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE

Les partenaires syndicaux belges se sont mobilisés à plusieurs reprises en 2025. La FGTB HORVAL s'est rendue en Colombie avec son co-président Patrick Rehan et trois délégué·e·s. Le 2 mai, Solsoc et la FGTB HORVAL ont publié un communiqué commun pour dénoncer l'assassinat du syndicaliste colombien Walberto Quintero Medina, travailleur chez Nestlé et abattu pour avoir défendu les droits syndicaux.

Pour réaliser la campagne JUST, la chargée de communication de la FGTB fédérale, Ioanna Gimnopoulou, s'est rendue en Colombie et a réalisé un reportage photo et des interviews, publiés dans le magazine Syndicats. L'exposition JUST a ensuite été largement relayée par la FGTB ; son vernissage à la Centrale Générale, en juin, a permis à un panel de discussion de discuter des enjeux portés par la campagne.



© Ioanna Gimnopoulou / Solsoc 2025 (Colombie)

Partenaires associés actifs
dans le volet syndical

Quelques avancées en 2025

	Bolivie	AYNI FUNDAA SUR REMTE	L'École politico-syndicale de la CGTFB a formé 928 personnes en quatre ans, avec une forte participation des femmes. La FSTGB, appuyée par FUNDAA.SUR, a formé et certifié 448 personnes du secteur Horeca. REMTE a formé 275 travailleuses aux questions de genre et aux droits du travail. Ces actions ont nourri le dialogue social et la hausse du salaire minimum (de 225 à 275 €).
	Burkina Faso	POSAA UCRB + ATY	Le projet de lutte contre la traite des enfants arrive à son terme. Faute de moyens, les interceptions ont cessé fin 2024 ; les efforts portent désormais sur la formation et l'installation des jeunes interceptés les années précédentes. En 2025, 33 jeunes ont été formé·e·s, équipé·e·s et installé·e·s.
	Burundi	FEBUTRA	Une révision salariale a été obtenue pour les travailleur·euse·s de la filière thé, et celles et ceux de l'Office du café ont été maintenu·e·s dans leurs postes grâce à l'action de la FEBUTRA. La fédération a aussi accompagné la création de syndicats dans l'économie informelle : coupeur·euse·s de canne à sucre et producteur·rice·s de tournesol.
	Colombie	ATI	18 organisations syndicales de l'agroalimentaire (Valle del Cauca et Caraïbes) se sont articulées pour bâtir une fédération sectorielle. La maison culturelle syndicale (CACTUS), une école de formation rurale et des centres de distribution de produits paysans ont renforcé les capacités et le pouvoir de négociation des travailleur·euse·s et de leurs familles.
	Palestine	PGFTU	La PGFTU a accompagné la création de 32 comités de travailleur·euse·s dans les carrières de pierre et la construction. 168 travailleur·euse·s et délégué·e·s ont été formé·e·s aux droits du travail, à la santé et la sécurité, à l'indemnisation des accidents et à la négociation collective.

ÉTENDRE L'ACCÈS À LA **PROTECTION SOCIALE** GRÂCE AUX MUTUELLES DE SANTÉ



Burkina Faso
ASMADE



Burundi
ADISCO
PAMUSAB

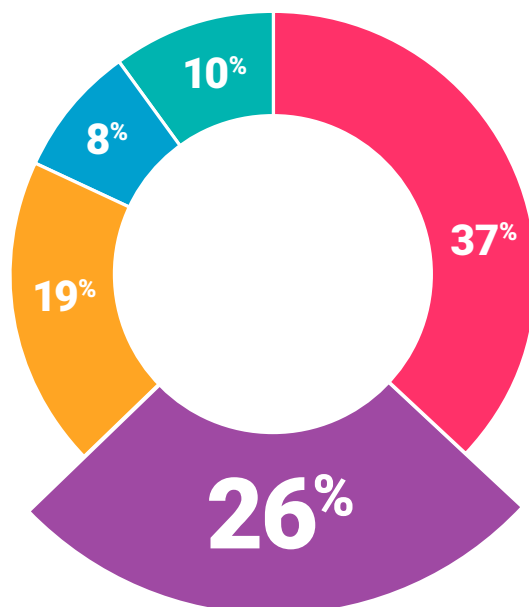


**République
démocratique
du Congo**
CENADEP
PASCO
CRAFOP



Sénégal
OYOFAL PAJ

■ Part du budget du programme consacrée à la protection sociale



Organisations locales soutenues :

132 mutuelles de santé communautaires et leurs réseaux, qui bénéficient à 332.329 personnes dans 4 pays d'Afrique dont 56% de femmes.

Partenaires en Belgique :

Solidaris et Multipharma.

Les crises écologiques, économiques et sécuritaires frappent partout dans le monde, mais elles ne touchent pas tous les pays de la même manière et creusent les inégalités. La protection sociale est l'un des meilleurs outils pour réduire ces inégalités et maintenir la cohésion sociale. Selon la Banque mondiale, le changement climatique pourrait faire basculer entre 32 et 132 millions de personnes dans l'extrême pauvreté d'ici 2030. Mais des systèmes de protection sociale solides ramèneraient ce chiffre à environ 20 millions. Pourtant, les gouvernements ne parviennent pas encore à utiliser pleinement le potentiel de la protection sociale pour contrer les effets des crises et ce sont souvent les pays les plus exposés à ces dérèglements qui disposent de la couverture la plus faible.

La situation progresse malgré tout. Pour la première fois, plus de la moitié de la population mondiale (52,4 %) bénéficie d'au moins une forme de couverture sociale, contre 42,8 % en 2015. Mais les écarts restent importants : en Afrique, à peine 19,1 % de la population est couverte, en grande partie parce que la majorité des travailleur-euse-s exercent dans l'économie informelle.

C'est pourquoi, en 2025, Solsoc et Solidaris ont soutenu 132 mutuelles de santé communautaires et leurs réseaux en RDC, au Burundi, au Burkina Faso et au Sénégal, au service des travailleur-euse-s de l'économie informelle. Ces mutuelles ont permis à 332.329 personnes, dont 56 % de femmes, d'accéder à des soins. Ces mutuelles offrent à leurs membres un accès à une protection sociale en santé, en conventionnant avec des centres de santé, mais offrent aussi une série de services complémentaires : pharmacie, séances d'information en santé, liens avec les coopératives agricoles. Elles développent aussi des réponses adaptées à chaque contexte : portabilité des soins pour les personnes déplacées au Burkina Faso ou moto-ambulance en RDC.

BURKINA FASO : DES MUTUELLES QUI TIENNENT MALGRÉ LES CRISES

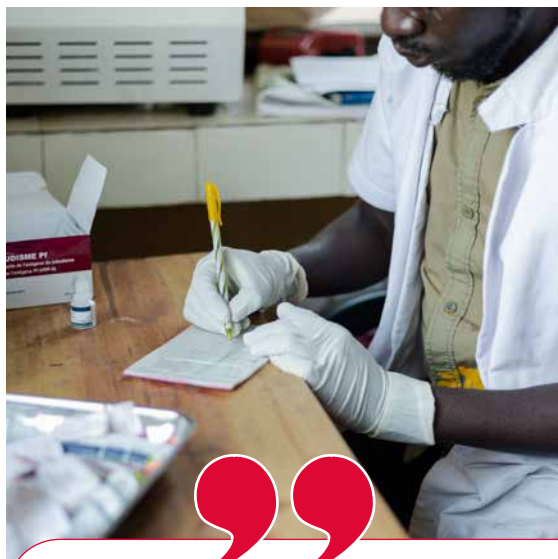
Depuis 2015, le Burkina Faso traverse une crise profonde, marquée par des violences armées qui déstabilisent la sécurité, l'économie et la cohésion sociale. Environ 2 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et près de 3,5 millions souffrent d'insécurité alimentaire. Plus de 43 % de la population vit dans la pauvreté, tandis que le changement climatique fragilise les zones rurales.

L'insécurité a contraint 18 mutuelles à fermer dans la Boucle du Mouhoun. En 2025, l'appui a été réorienté vers 18 nouvelles mutuelles, situées

dans des régions jusque-là non couvertes. Le programme est ainsi passé de 3 à 7 régions d'intervention et soutient au total 62 mutuelles et 6 unions.

Comme ailleurs en Afrique, les réformes de la protection sociale s'accélèrent. Notre partenaire ASMADE poursuit son plaidoyer pour une Couverture santé universelle avec délégation de gestion aux mutuelles communautaires. L'enjeu est de les faire reconnaître comme des actrices à part entière du système, avec les moyens budgétaires dédiés.





Face à des difficultés, nous avons décidé de connecter notre mutuelle de santé à la coopérative agricole Tubamurikire pour unir nos forces et mobiliser plus de monde. Aujourd'hui, les membres de la coopérative sont aussi membres de la mutuelle : chacune sensibilise pour l'autre, et nous travaillons en synergie.

Ensemble, pour répondre au changement climatique, nous avons lancé des initiatives de protection de l'environnement, comme l'agroforesterie. La FEMUSCABU nous a aussi aidés à gérer les eaux de pluie, avec un appui financier et l'installation d'un puisard pour les collecter..

Muhurake Efrazi, président de la mutuelle Tubabarane (Burundi)

SYNERGIES INTERNATIONALES : LES MUTUELLES, MAILLON ESSENTIEL POUR LES TRAVAILLEUR·EUSE·S DE L'INFORMEL

Dans de nombreux pays d'Afrique, les travailleur·euse·s de l'économie informelle forment la grande majorité de la population. Les mutuelles de santé communautaires nées au sein des sociétés civiles jouent un rôle clé pour leur accès aux soins. Mais la place qu'elles revendiquent dans les systèmes nationaux reste fragile et souvent contestée.

En février 2025, des dizaines de mutualistes d'Afrique et d'Europe se sont réunis au Burundi, lors d'une conférence internationale organisée par l'Association internationale de la mutualité.

Les partenaires de Solsoc, Solidaris et les acteurs du CSC travail décent y ont échangé sur les stratégies pour développer le mouvement. La conclusion : renforcer l'économie sociale et solidaire et le plaidoyer commun. À une époque où la démocratie est menacée, les valeurs mutualistes de solidarité et d'initiative citoyenne comptent plus que jamais.



Partenaires associés actifs
dans le volet protection sociale

Quelques avancées en 2025

	Burkina Faso	ASMADE	Les 18 mutuelles fermées dans la Boucle du Mouhoun ont été réinstallées dans d'autres régions. Le nombre de régions couvertes par le programme est passé de 3 à 7.
		ADISCO	13 mutuelles ont été équipées d'ordinateurs et leurs gérant·e·s formé·e·s à la bureautique. Le taux de fidélisation moyen atteint 81 % dans 35 mutuelles.
	Burundi	PAMUSAB	Le nombre d'assuré·e·s est passé de 5.977 en 2021 à 12.328 en 2025 (+106 %). La nouvelle mutuelle MUSATRA, créée par le syndicat FEBUTRA, couvre déjà 235 familles parmi les plus exclues, soit 1.506 personnes.
		CENADEP	À Kolwezi, le CENADEP a lancé une nouvelle mutuelle, la MUSAU, destinée notamment aux creuseurs miniers artisanaux et aux plus exclus, avec trois paquets de soins adaptés aux capacités financières. À l'Équateur, le réseau de mutuelles LONALO a renouvelé son équipe de direction pour restaurer la confiance, gagner en professionnalisme et confier le secrétariat exécutif à une femme.
	République du Congo	PRODDDES	
		PASCO	
		CRAFOP	
	Sénégal	OYOFAL PAJ	L'objectif de croissance annuelle des bénéficiaires à jour de cotisation (4 %) a été dépassé dans 7 mutuelles sur 10. La moitié des mutuelles ont atteint le taux de fidélisation visé de 75 %.



© Fabrice Mbonankira / Solsoc 2025

FAIRE PROGRESSER LA **DÉMOCRATIE ET LES DROITS HUMAINS** PAR LA PARTICIPATION CITOYENNE



Colombie

ATI
IPC



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine

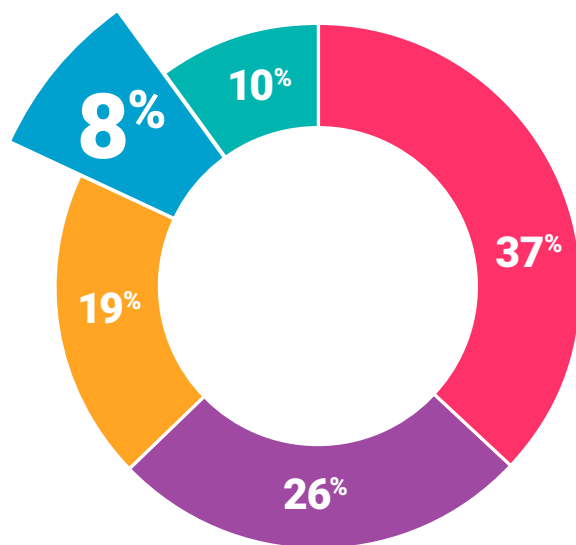
MA'AN
PAC



**République
démocratique
du Congo**

CENADEP
PRODDDES

■ Part du budget du programme consacrée à la démocratie & citoyenneté



Organisations locales soutenues :

208 associations et réseaux de citoyenneté, de défense des droits humains et de l'environnement qui bénéficient à 82.449 personnes, dont 62% de femmes.

L'année 2025 confirme un monde sous tension, où les rapports de force prennent le pas sur les droits et les libertés. Les conflits se multiplient, les libertés reculent : selon le V-Dem Institute, près des trois quarts de la population mondiale vit aujourd'hui sous un régime autocratique, contre à peine 7 % en démocratie libérale.

Ce climat pèse directement sur la société civile. Quand ce ne sont pas les conflits, au Burkina Faso, en Palestine ou en RDC, qui entravent nos partenaires dans leur travail, c'est le rétrécissement de l'espace civique : restrictions administratives, pressions politiques, incertitudes financières. Les démocraties libérales ne sont pas épargnées. En Belgique, l'Institut fédéral des droits humains a alerté en 2025 sur un recul de l'espace démocratique, notamment des pressions sur le droit de manifester.

Face à cela, les mobilisations citoyennes restent un levier essentiel pour défendre les droits et éviter les retours en arrière. Souvent portées par la génération Z, elles dénoncent la corruption, les inégalités et le sous-financement des services publics. Les réalités sont contrastées : au Maroc, plus de 1.500 personnes ont été poursuivies pour leur participation aux mobilisations du groupe GENZ 212 ; en Colombie, en mai 2025, des milliers de personnes ont manifesté à l'appel du président Gustavo Petro pour soutenir des réformes sociales bloquées au Parlement. D'autres mobilisations sont transnationales : le soutien à la Palestine a représenté 15 % des mobilisations mondiales ces deux dernières années.

Dans cet environnement contraint, Solsoc a réaffirmé le rôle de la société civile comme espace de résistance et de construction d'alternatives, en soutenant les acteur·rice·s de terrain et en relayant leurs réalités auprès des décideur·euse·s.

COLOMBIE : DÉFENDRE LE FLEUVE CAUCA POUR PRÉSERVER LA PAIX DES TERRITOIRES

En 2025, l'Instituto Popular de Capacitación (IPC) a renforcé son travail dans le Bajo Cauca, aux côtés d'un réseau de plus de 125 organisations sociales, paysannes, afrodescendantes et indigènes engagées pour la défense de leur territoire. Au cœur de cet engagement : le fleuve Cauca, vital pour la pêche et l'agriculture, mais gravement abîmé par l'extraction illégale d'or, qui cause des dégâts environnementaux irréversibles.

L'IPC a soutenu une cartographie sociale participative pour documenter les pollutions entre Valdivia, Nechí et Zaragoza. Produites

par les habitant·e·s, ces données nourrissent le plaidoyer du réseau, qui s'appuie sur une décision de justice de 2019 reconnaissant le fleuve Cauca comme sujet de droits pour interpellier les autorités. L'objectif est double : faire reconnaître les atteintes au fleuve et obtenir des mesures concrètes de protection et de restauration. À travers cet accompagnement, l'IPC soutient une dynamique territoriale portée par les acteurs et actrices locales eux-mêmes pour défendre leurs ressources, leurs conditions de vie et leur environnement.





Pour nous, la pêche était un art, notre mode de vie. Nous vivions avec les poissons, en relation avec la nature. Tout cela a été abîmé par l'exploitation minière.

Avant, l'eau était limpide. Aujourd'hui, elle sort pleine de boue. Notre région était poissonneuse grâce aux marais où les poissons se reproduisaient ; ils se sont envasés. Des gens ont été déplacés parce qu'ils ne pouvaient plus pêcher. Les familles se sont dispersées : nous, les anciens, restons ici, mais nos enfants doivent partir ailleurs chercher du travail.

Ce que nous espérons, malgré tout, c'est au moins un avenir meilleur pour nous, pour nos familles, pour celles et ceux qui viendront après nous.

William, pêcheur (Bajo Cauca, Colombie)

SYNERGIES INTERNATIONALES

RDC : UNE VOIX COLLECTIVE POUR LA PAIX

En 2025, Solsoc a travaillé avec le Réseau PRODDes afin de rassembler la société civile congolaise autour d'une dynamique citoyenne en faveur de la paix et de la cohésion nationale. Dans un contexte d'intensification de la crise à l'Est et de répression des voix dissidentes, l'enjeu était de faire émerger une voix collective et légitime, capable de porter des propositions de la base vers le sommet de l'État.

Une cinquantaine d'organisations se sont fédérées, avec le lancement d'un appel pour la paix le 15 mars 2025. En mai, une délégation soutenue par Solsoc s'est rendue à Bruxelles pour porter cette initiative auprès des responsables belges et européens, en rappelant qu'une paix durable ne se construira qu'avec la société civile congolaise. Les Assises de la société civile pour la paix, en juillet 2025, ont permis d'élaborer un référentiel commun, dont le travail se poursuivra en 2026.



PALESTINE : RAPPORTER LES FAITS ET DÉNONCER L'INACTION

Le 2 septembre 2025, Solsoc est intervenu lors d'une audition de la commission des relations extérieures du parlement fédéral sur la Palestine, pour témoigner de la situation à Gaza et en Cisjordanie. Le message était clair : il n'y a plus de temps à perdre, un génocide est en cours à Gaza et menace de s'étendre. Si la mobilisation citoyenne belge a permis quelques avancées, elles restent insuffisantes.

Solsoc a aussi donné la parole à son partenaire, le Popular Art Center (PAC). Sans détour, son coordinateur Rami Massad a dénoncé l'inaction internationale : « C'est étonnant qu'après deux ans de génocide, vous ayez encore des discussions sur des détails. Ce n'est pas un conflit : tant que le colonialisme et l'occupation ne prendront pas fin, tout se répètera. La seule solution est politique. »



Partenaires associés actifs dans le volet démocratie & citoyenneté

Quelques avancées en 2025



Colombie

IPC
ATI

Une organisation afrodescendante soutenue par l'IPC a fait reconnaître la nécessité d'une consultation préalable face au projet portuaire « Puerto Antioquia », au vu de ses impacts sociaux et écologiques.

Les syndicats SINALTRAINAL et SINTRACATORCE, appuyés par ATI, ont participé au dialogue social avec le ministère du Travail et pesé sur des décisions en matière de droit du travail, notamment chez Nestlé.



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ

Les réseaux accompagnés ont mené un plaidoyer sur des sujets variés (accès aux foires pour les coopératives, couverture médicale, services sociaux, Code de la famille). Résultats concrets : à Hay Mohammadi, les foires sont réservées en priorité aux coopératives artisanales ; El Fida crée une pépinière-incubateur pour les coopératives ; à Moulay Rachid, la mobilisation des femmes a obtenu la reconstruction du système d'égout.



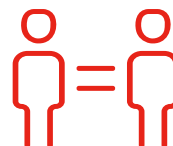
République démocratique du Congo

DIOBASS
CENADEP
DIOBASS

Au Lualaba, le réseau ATRAM a retrouvé son rôle de défense des mineurs artisanaux après les accidents miniers de 2025 ; il est désormais consulté par les autorités locales. À Kinshasa, la sensibilisation du CENADEP a conduit la Ville à sécuriser la ceinture verte maraîchère ; un réseau appuyé (UCOOPMAKIN) a obtenu une reconnaissance légale de son site, les producteurrice-s spolié-e-s ont été indemnisé-e-s et des responsables condamné-e-s.



PROMOUVOIR L'ÉMANCIPATION DES FEMMES ET DES JEUNES



Bolivie

AYNI
FUNDAA SUR
PASOS
REMTE



Burkina Faso

ATY
UCRB



Burundi

ADISCO
ASMADE
FEBUTRA
FEMUSCABU



Colombie

ATI
IPC



Maroc

AJR
IFAAP
AFAQ



Palestine

MA'AN
PAC



République démocratique du Congo

DIOBASS
CENADEP
CONAPAC
CRAFOP
PRODDDES
PASCO



Sénégal

GREEN
Sénégal
OYOFAL PAJ

Organisations locales soutenues :

53 associations, dont des organisations promues par des femmes et des organisations créées par et pour les jeunes, dans tous les pays dans lesquels Solsoc agit, qui bénéficient à 275.429 femmes, soit 51,6 % des personnes accompagnées par le programme.

Partout dans le monde, les droits des femmes reculent : violences en hausse, lois discriminatoires, écart persistant entre jeunes femmes et jeunes hommes dans l'accès à l'emploi. Cadres juridiques inégaux, normes sociales, conflits : autant de freins à une justice réelle pour les femmes et les jeunes.

Pourtant, la participation des femmes au marché du travail est un moteur de développement : plus elle est forte, moins les inégalités de genre pèsent sur la société. Dans les dynamiques portées par les partenaires de Solsoc, les femmes sont en première ligne. Entrepreneures, formatrices, leadeuses, militantes, elles portent le travail décent, l'économie sociale et solidaire, les mutuelles de santé et la démocratie, et font bouger les choses dans leurs communautés.

Notre approche du genre ne se limite pas à soutenir des femmes dans les projets : elle s'attaque aux racines des inégalités. Renforcer leur pouvoir d'agir et reconnaître leur expertise sont des conditions d'une transformation durable. En 2025, le programme a appuyé 275.429 femmes, soit 51,6 % des personnes accompagnées.

PALESTINE : QUAND L'OCCUPATION ASPHYXIE L'EMPLOI DES FEMMES

Les Palestiniennes comptent parmi les femmes les plus scolarisées de la région, mais affichent l'un des taux d'emploi les plus bas au monde : 18 à 20 % selon les années.

Un chiffre qui ne s'explique pas par un manque de formation ou d'ambition, mais par des décennies de politiques délibérées visant à détruire l'économie palestinienne et en particulier les secteurs qui employaient le plus de femmes.

À Gaza, dix-neuf ans de blocus et deux ans et demi de bombardements ont mis l'économie à l'arrêt : le PIB a chuté de 83 %, les infrastructures et le système éducatif sont détruits. En Cisjordanie, la colonisation, les checkpoints et la violence des colons confinent les femmes aux marchés locaux et à l'économie informelle.

Face à cela, des Palestiniennes s'organisent. Nos partenaires Ma'an Development Center et le Popular Art Center (PAC) appuient des coopératives de femmes et de jeunes. Le succès est rapide : elles améliorent leurs revenus, mais aussi, en cultivant la terre, la protègent de la confiscation et offrent une alternative locale aux produits israéliens. Renouer avec la terre par le travail collectif renforce aussi un sentiment d'appartenance, précieux face à la dégradation du tissu social. En parallèle, les deux organisations animent des ateliers de sensibilisation à l'égalité et des espaces où les femmes partagent leur vécu, notamment autour des violences.



La Maison des femmes palestiniennes, une coopérative née sous les décombres

Déplacée à plusieurs reprises depuis octobre 2023, Suhad assume seule sa famille. Depuis sa tente, au milieu des décombres de Gaza, elle s'est lancée comme couturière. D'autres femmes, confrontées aux mêmes réalités, l'ont rejointe : une coopérative est née.

Avec le soutien de Ma'an Development Center, partenaire de Solsoc, la coopérative a grandi. Un panneau solaire assure le travail malgré les coupures de courant, l'achat d'une machine à coudre a remplacé la location, des tissus de qualité ont été achetés. Les revenus des membres ont augmenté, et la coopérative fournit des vêtements abordables aux familles déplacées.

Aujourd'hui, elle propose aussi une formation à la couture et à la confection, dans un atelier équipé. Au-delà des revenus, le projet rend de l'autonomie et de la confiance. À chaque point de couture, Suhad et les femmes de la coopérative tissent une voie d'espoir.

Suhad Saidam, coopérative de couturières, Gaza

SYNERGIES INTERNATIONALES : AU SÉNÉGAL, DES FEMMES REPENSENT L'ÉGALITÉ À PARTIR DE LEUR VÉCU

En décembre 2025, dans le prolongement d'un atelier mené en Bolivie en 2023, une mission d'évaluation participative et sensible au genre s'est tenue au Sénégal, à Kaolack et Thiès, avec les partenaires OYOFAL-PAJ et GREEN. Animée par l'ONG belge Le Monde selon les femmes, elle visait à construire un autodiagnostic de genre à partir du vécu des femmes engagées dans les mutuelles de santé et l'économie sociale et solidaire.

Les ateliers ont réuni des femmes rurales et urbaines, de plusieurs générations, occupant des rôles clés dans leurs organisations. Le travail collectif a permis de nommer les inégalités persistantes et de proposer des pistes concrètes. Au-delà des conclusions, la mission a montré la force du collectif : donner la parole aux femmes sur leurs propres conditions ouvre la voie à des projets plus ancrés dans le réel.



Quelques voix recueillies lors de l'atelier :

« Mon mari a refusé que je sorte de chez moi et tout le monde trouvait cela normal. »

« J'ai dû abandonner mes études parce qu'on m'a mariée. »

« Le vrai défi, c'est que les femmes et les hommes coconstruisent le monde. C'est ensemble qu'on doit le bâtir, pas l'un contre l'autre. »

« Aujourd'hui, je me sens libre. Vraiment libre. Nous n'avons plus à demander la permission d'exister. »

© Fabrice Mbonankira / Solsoc 2025



Partenaires associés actifs
dans le volet émancipation

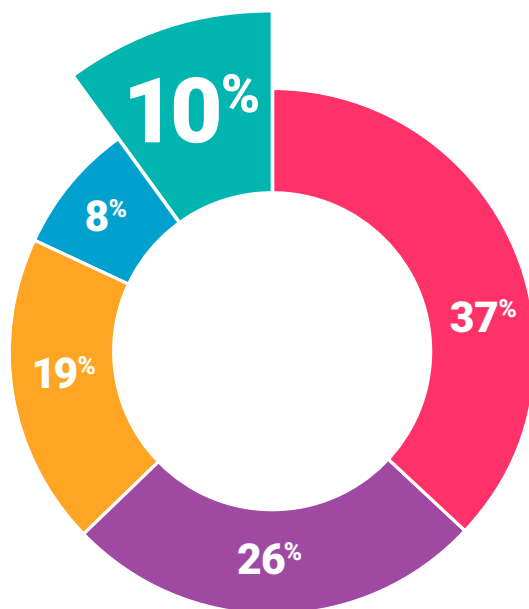
Quelques avancées en 2025

	Bolivie	AYNI FUNDAA SUR PASOS REMTE	La fédération syndicale de l'Horeca compte désormais 40 % de femmes au sein de son Comité exécutif national et, pour la première fois, une femme comme secrétaire exécutive. Un réseau de femmes de l'économie solidaire et alimentaire a été créé. Les militantes ont aussi pesé sur les politiques publiques : promotion de la Convention 190 et adoption de la loi « Les filles ne sont ni mères ni épouses ».
	Burkina Faso	ATY UCRB	Le projet de lutte contre la traite des enfants touche à sa fin ; faute de moyens, les interceptions ont cessé fin 2024. Les efforts portent désormais sur la formation et l'installation des jeunes interceptés. En 2025, 33 jeunes ont été formé-e-s, équipé-e-s et installé-e-s.
	Burundi	ADISCO ASMADE FEBUTRA FEMUSCABU	La FEMUSCABU a obtenu des engagements concrets de formations sanitaires en faveur d'un accueil sensible au genre. Un comité régional de femmes a vu le jour dans le réseau de l'économie sociale et solidaire. Les femmes du programme ont massivement participé aux élections collinaires de 2025 et ont été élues dans les instances locales.
	Colombie	ATI IPC	IPC a créé des espaces dédiés aux femmes au sein de ses réseaux, favorisant une participation plus équitable, voire paritaire, dans l'Urabá et le Bajo Cauca. Dans les syndicats appuyés par ATI, les femmes représentent 75 % des participant-e-s aux marchés ouvriers-paysans.
	Maroc	AJR IFAAP AFAQ	AFAQ a accompagné cinq initiatives d'économie sociale et solidaire portées par des femmes dans des métiers réservés aux hommes : 66 femmes formées au carrelage, à la menuiserie ou au bâtiment. AJR a aidé de jeunes auto-entrepreneuse-s à créer une association régionale pour porter leurs revendications à Casablanca-Settat.
	Palestine	MA'AN PAC	Parmi les organisations accompagnées, 61 % des membres des instances sont des jeunes engagé-e-s dans les décisions (conseils locaux, municipalités, comités de camps), et 51 % des femmes confirment y participer. Un pas vers des gouvernances locales plus inclusives.
	République démocratique du Congo	DIQBASS CENADEP CONAPAC CRAFOP PRODDDES PASCO	Tous les partenaires ont été formés à l'approche genre et à la masculinité positive lors d'un atelier régional co-animé par le partenaire burundais ADISCO. Le CRAFTOP a produit, avec un réseau de femmes mutualistes, un plan d'action genre nourri de séances « inter-couples » tenus au sein des sections mutuellistes.
	Sénégal	GREEN Sénégal OYOFAL PAJ	Atelier genre de deux jours à Thiès avec Le Monde selon les femmes : autodiagnostic mené avec 20 participantes et propositions d'actions concrètes.

MOBILISER LES CITOYEN·NE·S ET LES POLITICIEN·NE·S BELGES



■ Part du budget du programme consacrée à la mobilisation citoyenne & politique (Belgique)



En Belgique, Solsoc relaie les combats de ses organisations partenaires des huit pays du programme. L'objectif est double : peser sur les responsables politiques progressistes et mobiliser le public de la mouvance socialiste en faveur du travail décent et de la solidarité internationale. Solsoc s'adresse à la mouvance socialiste francophone, par un travail de mobilisation, de plaidoyer politique et de présence active dans les réseaux de la société civile.



LA CAMPAGNE JUST : UN FUTUR DURABLE COMMENCE PAR UN MONDE JUSTE

Lancée en février 2025, la campagne JUST porte sur la transition juste, à travers quatre thèmes : agroécologie, extractivisme, protection sociale et dialogue social. L'outil principal de la campagne est une exposition qui se concentre sur 9 cas de communautés qui sont impactées par la pollution, le changement

climatique, la transition énergétique et qui ont réagi en mettant collectivement en place des réponses. L'exposition mêle photos, témoignages audio et objets. Modulable, elle s'adapte à chaque public. En 2025, elle a été vue par 1.821 personnes lors de 11 événements, et poursuivra son itinérance en

Wallonie et à Bruxelles en 2026. La campagne se prolonge aussi à travers des vidéos, une brochure, des analyses, des articles et site dédié (justcampaign.be).



MOBILISATION ET PLAIDOYER

2025, les manifestations pour la Palestine ont représenté des moments de mobilisations citoyennes majeurs. Solsoc a participé à leur organisation au sein de la Coalition nationale pour la Palestine. Les 15 juin et 7 septembre notamment, les manifestations « Ligne Rouge » ont rassemblé entre 70.000 et 100.000 personnes à Bruxelles.

Côté plaidoyer, les informations transmises par Solsoc ont nourri 21 questions parlementaires et interventions de mandataires socialistes sur la Palestine, la RDC, la Colombie ou le devoir de vigilance. Des partenaires sont aussi venus témoigner au Parlement fédéral, dont Rami Massad (Popular Art Center / Palestine) et des délégations de la RD Congo, de Bolivie et de Colombie.



NOS PUBLICATIONS

4 Nombre de **Solscoop** envoyés en 2025

10 Nombre de **newsletters** et de **communiqués** diffusés

21 Nombre d'**articles** publiés sur **solsoc.be**



Le Solscoop est une publication papier destinée aux donateur·rice·s et aux sympathisant·e·s de Solsoc.

Les **communiqués** publiés par Solsoc sont généralement destinés à mobiliser ses sympathisants ou à les informer sur les positionnements et les actions de l'ONG.

La **newsletter** vise quant à elle à maintenir le contact avec ceux-ci en les informant des activités et actions menées.

Solsoc publie également de nombreuses **notes d'analyses et de plaidoyer**, téléchargeables sur www.solsoc.be.

COMMUNICATION DIGITALE

www.solsoc.be

Le site web de Solsoc constitue notre outil central de communication digitale. Il permet de présenter notre vision, nos actions, nos partenaires et nos campagnes. En 2024, 15 articles et actualités y ont été publiés.



portfolio.solsoc.be

Solsoc dispose d'un portfolio en ligne accessible via un sous-domaine de son site web principal : portfolio.solsoc.be. Cet espace est dédié à la mise en valeur de contenus visuels en haute définition, tels que des reportages photo, des vidéos, ou encore des visuels de campagne. Il constitue une ressource précieuse pour nos activités de communication, de sensibilisation et de plaidoyer et offre une rétrospective pour nos productions visuelles publiées au fil des années.



NOS RÉSEAUX SOCIAUX



Facebook
SolsocASBL

3.568 abonné-e-s



Instagram
@solsocong

694 followers



LinkedIn
Solsoc-asbl

621 abonné-e-s



+ 326 nouveaux-nouvelles abonné-e-s sur l'année

RÉSULTATS DE LA RÉCOLTE DE FONDS

Quelques chiffres clés

17.811€

ont été récoltés par Solsoc
lors de l'Opération 11.11.11.

2.940€

ont été récoltés
au bar du 1er mai.

2.733€

ont été récoltés aux **20 km
de Bruxelles** (au profit des
coopératives du Sud-Kivu).

19.374€

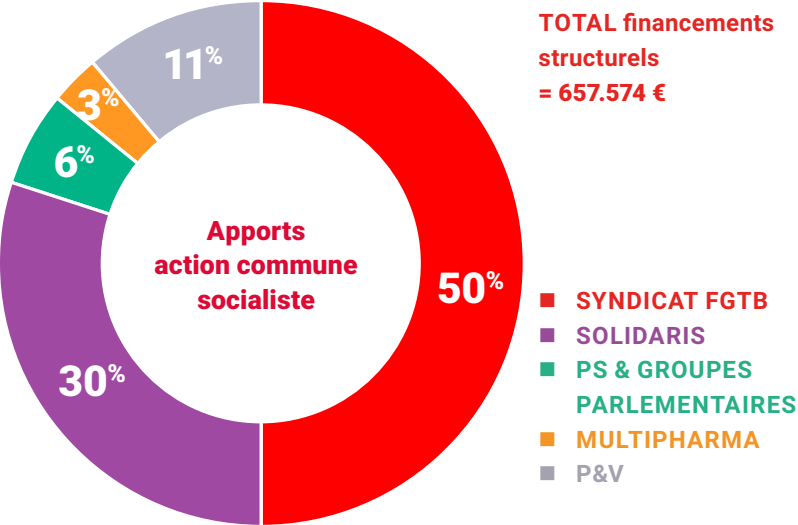
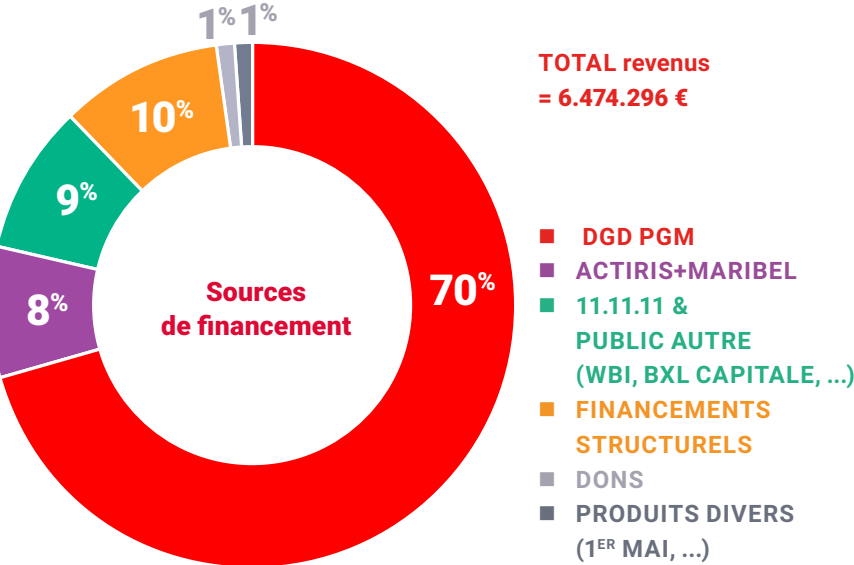
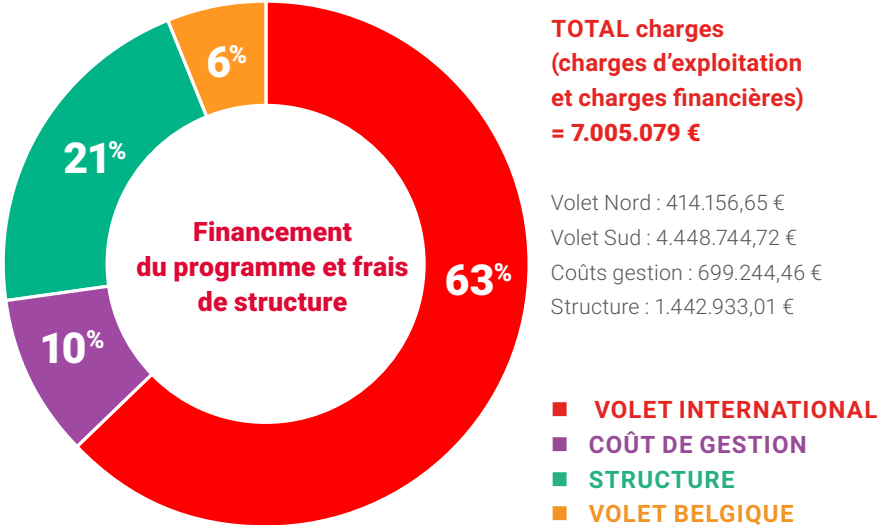
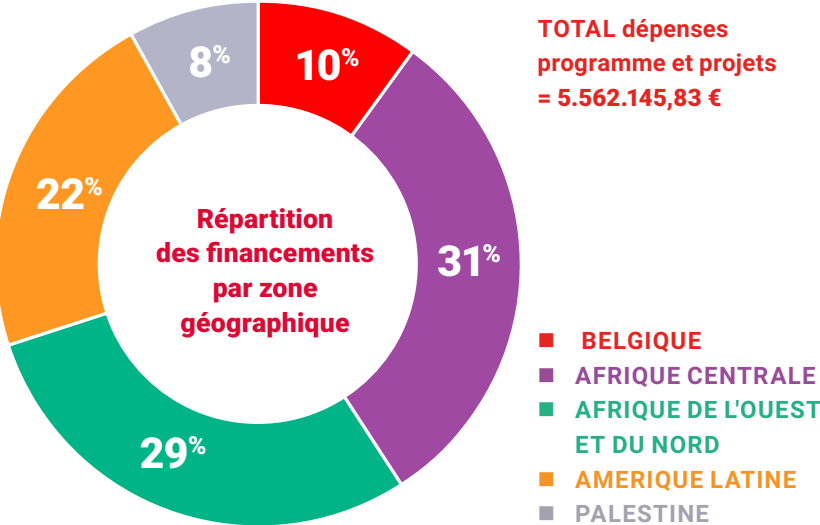
Montant du soutien des
donateur·rice·s individuel·le·s
en 2025.



FINANCES & ADMIN



LES FINANCES



L'ÉQUIPE AU 31/12/2025



Au 31 décembre 2025, l'équipe de Solsoc était composée de 18 personnes représentant 16.95 équivalents temps plein (ETP).

Ilaria BASSETTO

Mobilisation

Liviu BERCARU

Communication et Recherche de Fonds

Michel CAROVIS

Appui administratif et technique

Sylvie DEMEESTER

Partenariat RD Congo

Federico DIDONÉ

Partenariat Maroc et Palestine

Gwenaëlle GROVONIUS

Partenariat Burkina Faso et Sénégal

Amadou KANE

Partenariat Burundi

Stéphanie LECHARLIER TOCCO

Coordination service Mobilisation citoyenne et politique

Alexandra NOEL

Ressources humaines

Casimir NSABIMANA

Gestion financière et comptabilité

Francesca PALAZZOTTO

Secrétariat

Stephan REGNARD

Financements institutionnels

Simon RIX

Recherche et plaidoyer

Victor ROMERO AMIGO

Coordination du service partenariat international / suivi-évaluation MEAL et partenariat ATI en Colombie

Aurore SCHREIBER

Recherche et Plaidoyer

Karima SEBBAH

Suivi budgétaire des programmes

Marie-Thérèse VERHEYLEWEGEN

Partenariat Bolivie et Colombie

Veronique WEMAERE

Directrice

MERCI À NOS PARTENAIRES EN BELGIQUE



SOCIALE STRIJD
WERELDWIJD



Wallonie - Bruxelles
International.be





Nos réseaux sociaux



Recevoir nos publications

